



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 07/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ZALANDO LOGISTICS OPERATIONS FRANCE

10 avenue Kléber
75116 Paris

Référence : E4/25-0037
Code AIOT : 0100000225

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2024 dans l'établissement ZALANDO LOGISTICS OPERATIONS FRANCE implanté ZAC Le Tertre de Montereau 1 rue Antoine de Saint-Exupéry 77950 Montereau-sur-le-Jard. L'inspection a été annoncée le 22/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le démarrage de l'exploitation de la plateforme logistique est prévu de façon séquencée. Ainsi, l'activité a démarré partiellement en 09/2024 dans les cellules de stockage 1A et 1B pendant que dans les autres cellules, le process est toujours en cours d'installation. Ce séquençage, jusqu'à la pleine opérabilité du site, s'étalera jusqu'à 09/2025.

L'inspection s'inscrit dans le cadre du démarrage partiel de l'activité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZALANDO LOGISTICS OPERATIONS FRANCE
- ZAC Le Tertre de Montereau 1 rue Antoine de Saint-Exupéry 77950 Montereau-sur-le-Jard
- Code AIOT : 0100000225
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GEMFI a été autorisée par arrêté préfectoral n° 2021/53/DCSE/BPE/IC du 21/10/2021 à exploiter une plateforme logistique située 1 rue Antoine de Saint-Exupéry, ZAC du Tertre de Montereau, sur la commune de Montereau-sur-le-Jard.

Par courrier du 17/05/2024, Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne a pris acte du transfert de l'autorisation environnementale au profit de la société ZALANDO LOGISTICS OPERATIONS FRANCE.

Par courrier du 13/02/2024, l'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection les modifications apportées au site durant la phase chantier. Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne a pris acte de ces modifications par courrier du 25/06/2024.

Par courrier reçu le 06/08/2024, l'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection les modifications survenues sur l'établissement. Ce dossier est en cours d'instruction.

La plateforme logistique est également soumise aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 1.8 de l'annexe	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Contrôle des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 3.6.2 de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.3.1 de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Implantation	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 1.5 de l'annexe	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 3.3 de l'annexe	Sans objet
5	Autorisation de rejet	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 3.4 de l'annexe	Sans objet
7	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 4.1.1 et 4.2 de l'annexe	Sans objet
8	Dispositions constructives et comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.1.1 de l'annexe	Sans objet
9	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.1.2 de l'annexe	Sans objet
10	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.1.3 de l'annexe	Sans objet
11	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.1.4 de l'annexe	Sans objet
12	Accessibilité des engins de secours	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.1.5 de l'annexe	Sans objet
13	Dispositifs de rétention et de confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.1.6 de l'annexe, Courrier préfectoral du 25/06/2024	Sans objet
14	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.2.2 de l'annexe	Sans objet
16	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.3.2 de l'annexe	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu.

L'exploitant devra apporter des réponses à l'inspection sur les points suivants : état des matières stockées, consignes de sécurité, contrôle des rejets aqueux et moyens de lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
Prescription contrôlée : I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. [...] Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un état des matières stockées conforme aux dispositions ci-dessus et accompagné d'un plan des zones de stockage. Aucune matière dangereuse n'est présente sur site. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'accessibilité à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation, de l'état des matières stockées. L'état des matières stockées n'était pas disponible au poste de garde présent au niveau de l'entrée des véhicules légers.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de l'accessibilité à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation, de l'état des matières stockées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 1.5 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Prescription contrôlée : Les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées : <ul style="list-style-type: none">• des limites de site, d'une distance correspondant aux effets thermiques de 8 kW/m²,• des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²),• des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²).
Constats : D'après les modélisations réalisées par Efectis dans son rapport révisé au 13/04/2021, les zones impactées par les flux thermiques générés en cas d'incendie sont conformes, à l'arrêté du 11/04/2017 applicable aux entrepôts, et aux prescriptions ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 1.8 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent : <ul style="list-style-type: none">• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;• la modalités mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et

ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.
Constats : L'exploitant a établi les consignes énoncées ci-dessus, à l'exception de celle d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides). D'autre part, la consigne décrivant les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ne précise pas leur mise en œuvre manuelle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier : - de la mise en place d'une procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - de la mise à jour de la consigne décrivant les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, avec l'ajout de la description de la mise en œuvre manuelle de ces derniers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 3.3 de l'annexe
Thème(s) : Autre, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : [...] <p>Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). [...]
Constats : L'exploitant a présenté un plan de réseaux conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Autorisation de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 3.4 de l'annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Autorisation de rejet
Prescription contrôlée :

[...]

Concernant les rejets dans le milieu naturel, les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Concernant les rejets dans une station d'épuration, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Constats :

Les eaux usées du site sont évacuées par le réseau de la zone pour être traitées par la station d'épuration des eaux usées de la ZAC du Tertre de Montereau.

Le planning de réalisation de la station d'épuration ayant connu des évolutions, la SPL Melun Val de Seine Aménagement et la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine se sont engagées, par courrier du 08/12/2022, à mettre en œuvre des solutions provisoires afin de permettre l'exploitation du site ZALANDO dans des conditions normales et conformes à la réglementation, et ceci dès sa mise en service.

Pour ce faire, deux solutions cumulatives ont été identifiées par la SPL Melun Val de Seine Aménagement pour assurer l'installation et le début d'exploitation sur le site :

- le raccordement temporaire de l'entrepôt sur la station ORGANICA existante ;
- si toutefois la capacité d'ORGANICA était arrivée à son maximum, le pompage et le transfert des effluents vers d'autres stations du territoire disposant encore de capacités résiduelles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 3.6.2 de l'annexe

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise annuellement le contrôle de qualité des eaux rejetées après traitement.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'un contrôle de qualité des eaux pluviales rejetées après traitement aurait lieu d'ici fin 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les résultats du contrôle de qualité des eaux pluviales rejetées après traitement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 4.1.1 et 4.2 de l'annexe		
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores		
Prescription contrôlée :		
Article 4.1.1 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :		
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.		
Article 4.2 : Mesures périodiques des niveaux sonores Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.		
Constats :		
Les niveaux de bruit et l'émergence ont été mesurés par l'APAVE en 09/2024. Le rapport relatif à ces mesures montre que le site est conforme à la réglementation.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 8 : Dispositions constructives et comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.1.1 de l'annexe	
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives et comportement au feu	
Prescription contrôlée :	
Cellule / local	Dispositions constructives
	Toiture, structure
Cellule 1A	Toiture : BROOF3 Structure : minimum R60
Cellule 1B	Murs extérieurs et murs séparatifs REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures), hormis la façade (sud) REI 120 (coupe-feu de degré 2h)
[...]	
Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la	

disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques pour les cellules 1A et 1B.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.1.2 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Les modalités de désenfumage présentées dans l'étude de danger sont mises en œuvre. [...] Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du Code du travail.
Constats : L'exploitant a présenté une attestation de conformité des exutoires de désenfumage et une attestation de conformité des écrans de cantonnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.1.3 de l'annexe

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages

Prescription contrôlée :

Cellules	Surface	Usage prévu
1A	12 770 m²	PICKTOWERS*
1B	10 517 m²	PICKTOWERS

[...]

* Les picktowers sont des zones de prélèvement manuel de marchandises par des employés.

En cas de changement d'usage des cellules l'exploitant en avertira l'inspection conformément à l'article L. 181-14 du Code l'environnement.

Constats :

Les cellules 1A et 1B sont destinées au stockage de marchandises. Conformément au dossier de demande d'autorisation environnementale, le stockage y est organisé dans des picktowers (picking manuel sur mezzanines métalliques) sur 85% de la superficie des cellules (dans la cellule 1A, les 15% de surface restants sont occupés par des racks et dans la cellule 1B, ils sont occupés par le « outbound sortir » et les quais de chargement).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.1.4 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.
Constats : L'exploitant a présenté une attestation de conformité de ses installations électriques datée du 19/02/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Accessibilité des engins de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.1.5 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des engins de secours
Prescription contrôlée : Le site dispose de voies d'accès engins et de huit aires de mise en station des échelles aériennes au droit de chaque mur coupe-feu et sur chaque façade.
Constats : L'exploitant a présenté une attestation de conformité des voies pompiers réglementaires et des aires de mise en station des échelles aériennes au droit de chaque mur coupe-feu du 14/02/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Dispositifs de rétention et de confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.1.6 de l'annexe, Courrier préfectoral du 25/06/2024
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention et de confinement des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Article 5.1.6 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 21/10/2021 : [...] VI. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un

dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction d'incendie est estimé à 6 300 m³.

D

La rétention des eaux d'extinction incendie est assurée par :

- les quais (volume retenu 1 360 m³) pour un linéaire de quais de 580 m sans que la hauteur de stockage au point le plus haut ne dépasse 20 cm,
- le bassin étanche enterré de rétention des eaux pluviales de voiries de 8 520 m³ (pour retenir 4 940 m³).

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Courrier préfectoral du 25/06/2024 prenant acte de la modification de la rétention des eaux d'extinction incendie qui seront recueillies dans le bassin enterré d'orage étanche d'une capacité de 8 677 m³.

Constats :

Une pompe de relevage est installée en sortie du bassin de rétention enterré étanche de 8 677 m³. La coupure de cette pompe de relevage permet la rétention des eaux incendie dans ce bassin enterré.

Cette pompe de relevage est asservie à l'alarme sprinkler du site suivant les attestations de conformité des 19/01 et 14/02/2024, présentées lors de l'inspection

Une coupure manuelle d'urgence de la pompe de relevage est possible depuis le tableau électrique du poste de garde au niveau de l'entrée des véhicules légers et situé à proximité de la pompe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.2.2 de l'annexe

Thème(s) : Autre, Contrôle des accès

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
[...]

Constats :

Deux postes de garde, avec contrôle d'accès, sont présents sur site : l'un au niveau de l'entrée des poids lourds, et l'autre au niveau de l'entrée des véhicules légers.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.3.1 de l'annexe

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 11/04/2017 complétés et

précisés comme ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- un système de détection automatique d'incendie (par aspiration) adapté au risque et au mode de stockage ;
- 18 poteaux incendie double de DN 150
 - assurant un débit de 1 080 m³/h pendant 3 heures au moyen d'une motopompe ,
 - alimenté par deux réserves d'eau constituée au minimum de 2 000 m³ chacune,
 - présentant des aires de stationnement des engins de 32 m² (8 m x 4 m) ;
- un système d'extinction automatique d'incendie sous toiture ou sous dalle de béton des cellules N₀2A, N₀2B, N₀3A, 3B alimenté par deux groupes motopompes autonomes diesel en charge à démarrage automatique à partir d'une cuve d'eau d'un volume de 650 m³ pour les réseaux du système d'extinction automatique ;
- des rideaux d'eau en tête et tout le long des murs séparatifs, actionnables à partir de 8 vannes manuelles et alimentés par les 2 réserves incendie de 2 000 m³ ;
- deux motopompes diesel de 1 310 m³/h (dont une de secours) pour l'alimentation des poteaux incendie et des rideaux d'eau.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

Le site dispose des moyens de lutte contre l'incendie décrits ci-dessus.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les attestations de conformité et/ou les procès-verbaux de réception de ces moyens, à l'exception des rideaux d'eau mis en place en tête et tout le long des murs séparatifs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le procès-verbal de réception des rideaux d'eau mis en place en tête et tout le long des murs séparatifs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 5.3.2 de l'annexe

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan de défense incendie qu'il tient régulièrement à jour.

Constats :

Un plan de défense incendie a été établi par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite